

**No. 40644**

---

**Lao People's Democratic Republic  
aud  
Switzerland**

**Agreement between the Lao People's Democratic Republic and the Swiss  
Confederation on the promotion and reciprocal protection of investments.  
Ventiane, 4 December 1996**

**Entry into force:** *4 December 1996, in accordance with article 12*

**Authentic texts:** *French and Lao*

**Registration with the Secretariat of the United Nations:** *Lao People's Democratic  
Republic, 22 October 2004*

---

**République démocratique populaire lao  
et  
Suisse**

**Accord entre la République démocratique populaire lao et la Confédération suisse  
concernant la promotion et la protection réciproque des investissements.  
Ventiane, 4 décembre 1996**

**Entrée en vigueur :** *4 décembre 1996, conformément à l'article 12*

**Textes authentiques :** *français et lao*

**Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies :** *République démocratique  
populaire lao, 22 octobre 2004*

[ FRENCH TEXT — TEXTE FRANÇAIS ]

ACCORD ENTRE LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE POPULAIRE LAO  
ET LA CONFÉDÉRATION SUISSE CONCERNANT LA PROMOTION ET  
LA PROTECTION RÉCIPROQUE DES INVESTISSEMENTS

*Préambule*

Le Gouvernement de la République Démocratique Populaire Lao et le Conseil fédéral suisse,

Désireux d'intensifier la coopération économique dans l'intérêt mutuel des deux Etats,

Dans l'intention de créer et de maintenir des conditions favorables aux investissements des investisseurs d'une Partie Contractante sur le territoire de l'autre Partie Contractante,

Reconnaissant la nécessité d'encourager et de protéger les investissements étrangers en vue de promouvoir la prospérité économique des deux Etats,

Sont convenus de ce qui suit :

*Article 1er. Définitions*

Aux fins du présent Accord :

(1) Le terme "investisseur" désigne, en ce qui concerne chaque Partie Contractante,

(a) les personnes physiques qui, d'après la législation de cette Partie Contractante, sont considérées comme ses nationaux;

(b) les entités juridiques, y compris les sociétés, les sociétés enregistrées les sociétés de personnes ou autres organisations, qui sont constituées ou organisées de toute autre manière conformément à la législation de cette Partie Contractante, et qui ont leur siège, en même temps que des activités économiques réelles, sur le territoire de cette même Partie Contractante;

(c) les entités juridiques établies conformément à la législation d'un quelconque pays, qui sont contrôlées, directement ou indirectement, par des nationaux de cette Partie Contractante ou par des entités juridiques ayant leur siège, en même temps que des activités économiques réelles, sur le territoire de cette Partie Contractante.

(2) Le terme "investissements" englobe toutes les catégories d'avoirs et en particulier :

(a) la propriété de biens meubles et immeubles, ainsi que tous les autres droits réels, tels que servitudes, charges foncières, gages immobiliers et mobiliers;

(b) les actions, parts sociales et autres formes de participation dans des sociétés;

(c) les créances monétaires et droits à toute prestation ayant une valeur économique;

(d) les droits d'auteur, droits de propriété industrielle (tels que brevets d'invention, modèles d'utilité, dessins ou modèles industriels, marques de fabrique ou de commerce, marques de service, noms commerciaux, indications de provenance), savoir-faire et clientèle;

(e) les concessions, y compris les concessions de recherche, d'extraction ou d'exploitation de ressources naturelles, ainsi que tout autre droit conféré par la loi, par contrat ou par décision de l'autorité en application de la loi.

*Article 2. Encouragement, admission*

(1) Chaque Partie Contractante encouragera, dans la mesure du possible, les investissements des investisseurs de l'autre Partie Contractante sur son territoire et admettra ces investissements conformément à ses lois et règlements.

(2) Lorsqu'elle aura admis un investissement sur son territoire, chaque Partie Contractante délivrera les autorisations qui seraient nécessaires en relation avec cet investissement, y compris avec l'exécution de contrats de licence, d'assistance technique, commerciale ou administrative. Chaque Partie Contractante veillera à délivrer, chaque fois que cela sera nécessaire, les autorisations requises en ce qui a trait aux activités de consultants ou d'autres personnes qualifiées de nationalité étrangère.

*Article 3. Protection, Traitement*

(1) Chaque Partie Contractante protégera sur son territoire les investissements effectués conformément à ses lois et règlements par des investisseurs de l'autre Partie Contractante et assurera un traitement juste et équitable à ces investissements.

(2) Aucune Partie Contractante ne peut soumettre sur son territoire les investissements des investisseurs de l'autre Partie Contractante à un traitement moins favorable que celui qu'elle accorde aux investissements des investisseurs de tout Etat tiers. Les entreprises conjointes auxquelles participent des investisseurs des deux Parties Contractantes bénéficieront de conditions non moins favorables que les entreprises conjointes auxquelles participent des investisseurs de tout Etat tiers,

(3) Si une Partie Contractante accorde des avantages particuliers aux investisseurs d'un Etat tiers en vertu d'un accord établissant une zone de libre-échange, une union douanière ou un marché commun ou en vertu d'un accord de double imposition, elle ne sera pas contrainte d'accorder de tels avantages aux investisseurs de l'autre Partie Contractante.

(4) Chaque Partie Contractante s'abstient de prendre des mesures discriminatoires en ce qui concerne les investissements des investisseurs de l'autre Partie Contractante ainsi que les entreprises conjointes auxquelles participent des investisseurs des deux Parties Contractantes. Par de telles mesures, on entend en particulier des restrictions injustifiées ou des entraves concernant l'accès aux moyens de production ou d'achat, le transport, la commercialisation et la vente de biens et de services.

*Article 4. Libre Transfert*

Chacune des Parties Contractantes sur le territoire de laquelle des investisseurs de l'autre Partie Contractante ont effectué des investissements, accordera à ces investisseurs le libre transfert des paiements afférents à ces investissements, notamment :

(a) des intérêts, dividendes, bénéfices et autres revenus courants;

- (b) des remboursements d'emprunts;
- (c) des montants destinés à couvrir les frais relatifs à la gestion des investissements;
- (d) des redevances et autres paiements découlant des droits énumérés à l'article 1er, alinéa (2), lettres (c), (d) et (e), du présent Accord;
- (e) des apports supplémentaires de capitaux nécessaires à l'entretien ou au développement des investissements;
- (f) du produit de la vente ou de la liquidation partielle ou totale d'un investissement, y compris des plus-values éventuelles.

*Article 5. Dépossession, indemnisation*

(1) Aucune des Parties Contractantes ne prendra, directement ou indirectement, des mesures d'expropriation, de nationalisation ou toute autre mesure ayant le même caractère ou le même effet, à l'encontre des investissements d'investisseurs de l'autre Partie Contractante, si ce n'est pour des raisons d'intérêt public et à condition que ces mesures ne soient pas discriminatoires, qu'elles soient conformes aux prescriptions légales et qu'elles donnent lieu au paiement d'une indemnité effective et adéquate. Le montant de l'indemnité, intérêt compris, sera réglé dans la monnaie du pays d'origine de l'investissement et sera versé sans retard à l'ayant droit, sans égard à son domicile ou à son siège.

(2) Les investisseurs de l'une des Parties Contractantes dont les investissements auront subi des pertes dues à la guerre ou à tout autre conflit armé, révolution, état d'urgence ou révolte, survenus sur le territoire de l'autre Partie Contractante, bénéficieront, de la part de cette dernière, d'un traitement conforme à l'article 3, alinéas (2) et (4), du présent Accord en ce qui concerne la restitution, l'indemnisation, la compensation ou toute autre contrepartie valable.

*Article 6. Investissements antérieurs à l'Accord*

Le présent Accord s'appliquera également aux investissements effectués sur le territoire d'une Partie Contractante conformément à ses lois et règlements, par des investisseurs de l'autre Partie Contractante avant l'entrée en vigueur du présent Accord.

*Article 7. Conditions plus favorables*

Nonobstant les conditions prévues par le présent Accord, les conditions plus favorables qui ont été ou qui seraient convenues par l'une des Parties Contractantes avec des investisseurs de l'autre Partie Contractante sont applicables.

*Article 8. Subrogation*

Dans le cas où une Partie Contractante a accordé une garantie financière quelconque contre des risques non commerciaux à l'égard d'un investissement de l'un de ses investisseurs sur le territoire de l'autre Partie Contractante, cette dernière reconnaîtra les droits de la première Partie Contractante selon le principe de subrogation dans les droits de l'invest-

tisseur si un paiement a été fait en vertu de cette garantie par la première Partie Contractante.

*Article 9. Différends entre une Partie Contractante et un investisseur de l'autre Partie Contractante*

(1) Afin de trouver une solution aux différends relatifs à des investissements entre une Partie Contractante et un investisseur de l'autre Partie Contractante et sans préjudice de l'article 10 du présent Accord (Différends entre Parties Contractantes), des consultations auront lieu entre les parties concernées.

(2) Si ces consultations n'apportent pas de solution dans un délai de six mois à compter de la demande de les engager, l'investisseur peut soumettre le différend à un tribunal arbitral ad hoc qui, à moins que les parties au différend n'en disposent autrement dans les trois mois, sera établi selon les règles d'arbitrage de la Commission des Nations Unies pour le Droit Commercial International (CNUDCI).

(3) Lorsque les deux Parties Contractantes seront parties à la Convention pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre Etats et ressortissants d'autres Etats, ouverte à la signature à Washington D.C. le 18 mars 1965, les différends selon le présent article pourront, à la requête de l'investisseur, être soumis au Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI) au lieu et place de la procédure prévue à l'alinéa (2) du présent article.

(4) Chaque Partie Contractante consent à soumettre à l'arbitrage international un différend relatif à un investissement.

(5) La Partie Contractante qui est partie au différend ne peut, à aucun moment de la procédure de règlement ou de l'exécution d'une sentence, exciper du fait que l'investisseur a reçu, en vertu d'un contrat d'assurance, une indemnité couvrant tout ou partie du dommage subi.

(6) Une société qui a été incorporée ou constituée conformément aux lois en vigueur sur le territoire de la Partie Contractante, et qui, avant la naissance du différend, était contrôlée par des ressortissants ou des sociétés de l'autre Partie Contractante, est considérée, au sens de la Convention de Washington et conformément à son article 25 (2) (b), comme une société de l'autre Partie Contractante.

(7) Aucune Partie Contractante ne poursuivra par la voie diplomatique un différend soumis à l'arbitrage international, à moins que l'autre Partie Contractante ne se conforme pas à la sentence rendue par un tribunal arbitral.

*Article 10. Différends entre Parties Contractantes*

(1) Les différends entre Parties Contractantes au sujet de l'interprétation ou de l'application des dispositions du présent Accord seront réglés par la voie diplomatique.

(2) Si les deux Parties Contractantes ne parviennent pas à un règlement dans les six mois à compter de la naissance du différend, ce dernier sera soumis, à la requête de l'une ou de l'autre Partie Contractante, à un tribunal arbitral composé de trois membres. Chaque

Partie Contractante désignera un arbitre. Les deux arbitres ainsi désignés nommeront un président qui devra être ressortissant d'un Etat tiers,

(3) Si l'une des Parties Contractantes n'a pas désigné son arbitre et qu'elle n'a pas donné suite à l'invitation adressée par l'autre Partie Contractante de procéder dans les deux mois à cette désignation, l'arbitre sera nommé, à la requête de cette dernière Partie Contractante, par le Président de la Cour internationale de justice.

(4) Si les deux arbitres ne peuvent se mettre d'accord sur le choix du président dans les deux mois suivant leur désignation, ce dernier sera nommé, à la requête de l'une ou de l'autre Partie Contractante, par le Président de la Cour internationale de justice.

(5) Si, dans les cas prévus aux alinéas (3) et (4) du présent article, le Président de la Cour internationale de justice est empêché d'exercer son mandat ou s'il est ressortissant de l'une des Parties Contractantes, les nominations seront faites par le Vice-président et, si ce dernier est empêché ou s'il est ressortissant de l'une des Parties Contractantes, elles le seront par le membre le plus ancien de la Cour qui n'est ressortissant d'aucune des Parties Contractantes,

(6) A moins que les Parties Contractantes n'en disposent autrement, le tribunal fixe lui-même sa procédure.

(7) Les décisions du tribunal sont définitives et obligatoires pour les Parties Contractantes.

#### *Article 11. Respect des engagements*

Chacune des Parties Contractantes assure à tout moment le respect des engagements assumés par elle à l'égard des investissements des investisseurs de l'autre Partie Contractante.

#### *Article 12. Dispositions finales*

(1) Le présent Accord entrera en vigueur le jour où les deux gouvernements se seront notifié que les formalités légales requises pour la conclusion et la mise en vigueur d'accords internationaux ont été accomplies; il restera valable pour une durée de dix ans. S'il n'est pas dénoncé par écrit six mois avant l'expiration de cette période, il sera considéré comme renouvelé aux mêmes conditions pour une durée de deux ans, et ainsi de suite.

(2) En cas de dénonciation, les dispositions prévues aux articles 1 à 11 du présent Accord s'appliqueront encore pendant une durée de dix ans aux investissements effectués avant la dénonciation.

Fait à Vientiane, le 4 Décembre, 1996 en quatre originaux, dont deux en français et deux en lao, chaque texte faisant également foi.

Pour le Gouvernement de la République Démocratique Populaire Lao :

[ILLISIBLE]

Pour le Conseil fédéral suisse :

[ILLISIBLE]

**ສັນຍາ**

**ລະຫວ່າງ**

**ສາທາລະນະລັດ ປະຊາທິປະໄຕ ປະຊາຊົນລາວ**

**ແລະ**

**ສະຫະພັນ ສະຫວິດ**

**ວ່າດ້ວຍ**

**ການສົ່ງເສີມ ແລະ ບົກປ້ອງການລົງທຶນຊຶ່ງກັນ ແລະ ກັນ**



**ບາດເບື້ອງຄົ້ນ**

ລັດຖະບານ ແຫ່ງ ສາທາລະນະລັດ ປະຊາທິປະໄຕ ປະຊາຊົນລາວ ແລະ ລັດຖະບານ ແຫ່ງ ສະຫະພັນ ສະຫວີດ,

ດ້ວຍຄວາມປາຖະໜາຢາກຜົນໜະຕິການຮ່ວມມືທາງດ້ານເສດຖະກິດ ເສືອສົນປະໂຫຍດຊຶ່ງ ກິ້ນ ແລະ ກິ້ນ ຂອງທັງສອງລັດ,

ດ້ວຍເຈດຕະນາຢາກເສີນສ້າງ ແລະ ຮັກສາໄວ້ເງື່ອນໄຂອັນສະດວກໃຫ້ແກ່ການລົງທຶນຂອງ ບັນດາຜູ້ລົງທຶນ ຂອງພາກຝ່າຍນຶ່ງ ໃນດິນແດນຂອງພາກຝ່າຍຝ່າຍນຶ່ງ .

ໂດຍຮັບຮູ້ເຖິງຄວາມຈຳເປັນທີ່ຈະຮູກຮູ້ ແລະ ປຶກເບື້ອງການລົງທຶນຂອງຕ່າງປະເທດ ເພື່ອສົ່ງ ເສີມຄວາມວັດທະນາຖາວອນ ທາງດ້ານເສດຖະກິດຂອງທັງສອງລັດ,

ໄດ້ຕົກລົງກັນດັ່ງຕໍ່ໄປນີ້ :

**ບາດຕາ 1  
ນິຍາມຄວາມໝາຍ**

ເນື້ອອຸດປະສົງຂອງສັນຍານີ້ :

- (1) ຄຳວ່າ " ຜູ້ລົງທຶນ " ຂອງພາກຝ່າຍໃດນຶ່ງໝາຍເຖິງ :
  - ກ. ບຸກຄົນຊຶ່ງກົດໝາຍຂອງພາກຝ່າຍນັ້ນຮັບຮູ້ວ່າແມ່ນຄົນສັນຊາດຂອງຕົນ;
  - ຂ. ນິຕິບຸກຄົນ, ຊຶ່ງລວມທັງບໍລິສັດ, ບໍລິສັດທີ່ຈັດທະບຽນແລ້ວ, ບໍລິສັດສ່ວນບຸກຄົນ ຫລື ອົງການ ຈັດຕັ້ງຂຶ້ນ ຊຶ່ງສ້າງຕັ້ງຂຶ້ນ ຫລື ໄດ້ສ້າງຕັ້ງຂຶ້ນດ້ວຍທຸກວິທີ ໂດຍສອດຄ່ອງກັບກົດໝາຍ ຂອງພາກຝ່າຍນັ້ນ ແລະ ມີສຳນັກງານ ພ້ອມທັງກິດຈະການ ດ້ານເສດຖະກິດຕົວຈິງຢູ່ໃນດິນແດນ ຂອງພາກຝ່າຍກ່າວນັ້ນ;
  - ຄ. ນິຕິບຸກຄົນທີ່ສ້າງຕັ້ງຂຶ້ນໂດຍສອດຄ່ອງກັບກົດໝາຍຂອງປະເທດໃດນຶ່ງ, ຊຶ່ງຖືກກວດກາ ໂດຍທາງກົງ ຫລື ທາງອ້ອມ ໂດຍຄົນສັນຊາດຂອງພາກຝ່າຍນັ້ນ ຫລືໂດຍນິຕິບຸກຄົນທີ່ມີສຳນັກ ງານພ້ອມທັງກິດຈະການດ້ານເສດຖະກິດຕົວຈິງ ຢູ່ໃນດິນແດນຂອງພາກຝ່າຍນັ້ນ;

(2) ຄຳວ່າ “ ການລົງທຶນ ” ຈະລວມມີ ຊັບສິນທຸກປະເພດ ແລະ ໂດຍສະເພາະແລ້ວແມ່ນ :

- ກ. ກຳນະສິດໃນຊັບສິນບັດເຄື່ອນທີ່ ແລະ ຄົງທີ່ ກໍຄືສິດໃນຊັບສິນບັດອື່ນໆເຊັ່ນ : ສິດໃນການນຳໃຊ້ຊັບສິນບັດຂອງຄົນອື່ນ, ການຊອດຈຳ, ການຍຶດຫນ່ວງ, ການຈຳນອງຊັບສິນບັດຄົງທີ່ ແລະ ເຄື່ອນທີ່;
- ຂ. ຫຸ້ນ, ສ່ວນແບ່ງ ຫລື ຮູບການຫຸ້ນສ່ວນອື່ນໆໃນບໍລິສັດ;
- ຄ. ສິດເລັ່ງທວງເງິນ ແລະ ສິດເລັ່ງທວງການປະຕິບັດງານທີ່ມີຄຸນຄ່າທາງດ້ານເສດຖະກິດ;
- ງ. ລິຂະສິດ, ສິດທີ່ ໃນຊັບສິນ ຫາງດ້ານອຸດສາຫະກຳ ( ເປັນຕົ້ນ : ສິດທີ່ບັດ, ຕົວແບບເຄື່ອງສາທາລະນະປະໂຫກ, ການອອກແບບ ຫລື ຕົວແບບອຸດສາຫະກຳ, ເຄື່ອງໝາຍສະລິດຕະພັນ ຫລື ການຄ້າ, ເຄື່ອງໝາຍການບໍລິການ, ຊື່ການຄ້າ, ເຄື່ອງໝາຍຕົ້ນກຳເນີດ ) ຄວາມຊຳນານທາງວິຊາການ ແລະ ຄຳນິຍົມ;
- ຈ. ການສຳປະທານ, ລວມທັງການສຳປະທານ ເພື່ອຄົ້ນຄວ້າ, ຊອກຄົ້ນ ຫລື ຂຸດຄົ້ນຊັບພະຍາກອນທຳມະຊາດ ກໍຄືສິດທີ່ອື່ນໆ ທີ່ຖືກກຳນົດໄດ້ໃນກົດໝາຍ, ສັນຍາ ຫລື ຂໍ້ຕົກລົງຂອງເຈົ້າຫນ້າທີ່ເພື່ອປະຕິບັດກົດໝາຍ.

**ມາດຕາ 2**

**ການລົງທຶນ, ການຮັບຮອງເອົາ**

- (1) ພາຄິແຕ່ລະຝ່າຍຈະຕ້ອງສົ່ງເສີມການລົງທຶນຂອງຕົນ ຂອງພາຄິອີກຝ່າຍນຶ່ງ ເທົ່າທີ່ສາມາດເປັນໄປໄດ້ ແລະ ຈະຕ້ອງຮັບຮອງເອົາການລົງທຶນດັ່ງກ່າວ ໂດຍສອດຄ່ອງກັບກົດໝາຍ ແລະ ລະບຽບການຂອງຕົນ.
- (2) ໃນເມື່ອພາຄິໜຶ່ງ ໄດ້ຮັບຮອງເອົາການລົງທຶນຢູ່ໃນເດມແດນຂອງຕົນ, ພາຄິນັ້ນຈະຕ້ອງອອກໃບອະນຸຍາດອັນຈຳເປັນທີ່ກ່ຽວຂ້ອງກັບການລົງທຶນດັ່ງກ່າວ ຮວມທັງການປະຕິບັດສັນຍາ ວ່າດ້ວຍການອະນຸຍາດສຳປະທານ ແລະ ການຊ່ວຍເຫຼືອ ຫາງດ້ານເຕັກນິກ, ການຄ້າ ຫລື ການຄຸ້ມຄອງບໍລິຫານ. ພາຄິແຕ່ລະຝ່າຍ ຈະຕ້ອງຮັບປະກັນອອກໃບອະນຸຍາດ ທີ່ຈຳເປັນກ່ຽວກັບການເຄື່ອນໄຫວວຽກງານຂອງທີ່ປຶກສາ ແລະ ບຸກຄົນຜູ້ຊຳນານງານອື່ນໆ ທີ່ມີສັນຊາດຕ່າງປະເທດ ໃນເມື່ອມີຄວາມຮຽກຮອງຕ້ອງການ.

**ມາດຕາ 3**  
**ການປົກປ້ອງ, ການປະຕິບັດຕໍ່ການລົງທຶນ**

- (1) ພາຄິແຕ່ລະຝ່າຍ ຈະຕ້ອງປົກປ້ອງການລົງທຶນຢູ່ໃນດິນແດນຂອງຕົນ ຊຶ່ງຜູ້ລົງທຶນຂອງພາຄິອີກຝ່າຍນຶ່ງ ໄດ້ເລີ່ມຕົ້ນເຮັດໂດຍສອດຄ່ອງກັບກົດໝາຍ ແລະ ລະບຽບການຂອງຕົນ ແລະ ຈະຕ້ອງຮັບປະກັນການປະຕິບັດທີ່ເປັນທຳ ແລະ ທ່ຽງທຳຕໍ່ການລົງທຶນຂອງເຂົາເຈົ້າ.
- (2) ບໍ່ມີພາຄິຝ່າຍໃດກະໂຫ້ການປະຕິບັດ ຢູ່ໃນດິນແດນຂອງຕົນຕໍ່ການລົງທຶນຂອງຜູ້ລົງທຶນຂອງພາຄິອີກຝ່າຍນຶ່ງຊຶ່ງເອື້ອອຳນວຍຕໍ່າກວ່າການປະຕິບັດທີ່ພາຄິຝ່າຍນັ້ນ ໄດ້ໂຫ້ແກ່ການລົງທຶນຂອງຜູ້ລົງທຶນຂອງລັດທີ່ສາມ. ວິສາຫະກິດປະສົມໃດທີ່ມີທຸນສ່ວນຂອງຜູ້ລົງທຶນ ຂອງພາຄິທັງສອງຝ່າຍ ຈະຕ້ອງໄດ້ຮັບຜົນປະໂຫຍດ ຈາກສະພາວະການທີ່ເອື້ອອຳນວຍບໍ່ຕໍ່າກວ່າວິສາຫະກິດປະສົມທີ່ມີການທຸນສ່ວນຂອງຜູ້ລົງທຶນຂອງລັດທີ່ສາມ.
- (3) ຖ້າພາຄິຝ່າຍໃດນຶ່ງ ໃຫ້ຜົນປະໂຫຍດຜິເສດແກ່ຜູ້ລົງທຶນຂອງລັດທີ່ສາມ ບົນຜິນຖານຂໍ້ຕົກລົງ ສ້າງຕັ້ງເຂດການຄ້າເສລີ, ສະຫະພັນພາຄິ ຫຼື ຕະຫຼາດຮ່ວມ ຫຼື ບົນຜິນຖານຂໍ້ຕົກລົງ ກ່ຽວກັບການຖືກເວັ້ນການເກັບສ່ວຍສາອາກອນຊ້າຊ້ອນ, ພາຄິຝ່າຍນັ້ນບໍ່ຈຳເປັນ ຈະຕ້ອງໃຫ້ຜົນປະໂຫຍດດັ່ງກ່າວນີ້ ແກ່ຜູ້ລົງທຶນຂອງພາຄິອີກຝ່າຍນຶ່ງ.
- (4) ພາຄິແຕ່ລະຝ່າຍ ຈະຕ້ອງລະເວັ້ນການໃຊ້ມາດຕະການ ທີ່ມີລັກສະນະຈຳແນກຕໍ່ການລົງທຶນຂອງພາຄິອີກຝ່າຍນຶ່ງ ເຊັ່ນດຽວກັນກັບວິສາຫະກິດປະສົມທີ່ມີການທຸນສ່ວນຂອງຜູ້ລົງທຶນ ຂອງພາຄິທັງສອງຝ່າຍ. ມາດຕະການດັ່ງກ່າວນີ້ ໝາຍເຖິງຂໍ້ຈຳກັດທີ່ບໍ່ມີເຫດຜົນ ຫລື ອຸປະສັກທີ່ກ່ຽວຂ້ອງກັບການເຂົ້າເຖິງພາຫະນະການຜະລິດ ຫລື ການຊື້, ການຂົນສົ່ງ, ການຕະຫລາດ ແລະ ການຈຳໜ່າຍສິນຄ້າ ແລະ ການບໍລິການ.

**ມາດຕາ 4**  
**ການໂອນຊັບສິນຕາມໃຈຊອບ**

ພາຄິແຕ່ລະຝ່າຍ, ຊຶ່ງຢູ່ໃນດິນແດນຂອງຕົນນັ້ນ ໄດ້ມີການດຳເນີນການລົງທຶນ ຂອງຜູ້ລົງທຶນຂອງພາຄິອີກຝ່າຍຫນຶ່ງ, ຈະຕ້ອງອະນຸຍາດໃຫ້ຜູ້ລົງທຶນເຫລົ່ານັ້ນໂອນເງິນຄ່າໃຊ້ຈ່າຍຕ່າງໆທີ່ພົວພັນເຖິງການລົງທຶນຂອງເຂົາເຈົ້າຕາມໃຈຊອບ, ໂດຍສະເພາະແລ້ວແມ່ນ :

- (ກ) ດອກເບ້ຽ, ເງິນບັນຜົນ, ກຳໄລ ແລະ ຜົນໄດ້ອື່ນໆ;
- (ຂ) ເງິນສຳລັບຈ່າຍແທນເງິນກູ້;

- (ຄ) ຈຳນວນເງິນທີ່ໂອນສຳລັບຄ່າໃຊ້ຈ່າຍທີ່ກ່ຽວຂ້ອງກັບການຄົ້ນຄວ້າການລົງທຶນ;
- (ງ) ຄ່າລິຂະສິດ ແລະ ການຊຳລະອື່ນໆ ທີ່ໄດ້ມາຈາກສິດ ທີ່ບັງໂອ້ໃນມາດຕາ 1 ວັກ (2) ຂໍ້ (ຄ), (ງ) ແລະ (ຈ) ຂອງສັນຍານີ້;
- (ຈ) ທຶນສົມທົບທີ່ຈຳເປັນ ເພື່ອບຳລຸງຮັກສາ ຫລື ຂະຫຍາຍການລົງທຶນ ;
- (ຂ) ເງິນລາຍໄດ້ຈາກການຂາຍ ຫລື ການຊຳລະສະສາງບັນຊີສ່ວນໃດສ່ວນນຶ່ງ ຫລື ທີ່ໄຫຼ່ມິດຂອງການລົງທຶນ, ລວມທັງກຳໄລທີ່ອາດຈະໄດ້.

**ມາດຕາ 8**

**ການຍຶດຊັບສິນ, ການທົດແທນ**

- (1) ພາຄີຝ່າຍໃດກໍຕາມ ຈະບໍ່ປະຕິບັດມາດຕະການໂດຍກົງ ຫຼື ທາງອ້ອມເພື່ອຍຶດເອົາກຳມະສິດ, ໂອນເປັນຂອງລັດ ຫຼື ມາດຕະການອື່ນໆ ທີ່ມີລັກສະນະຫລືຜົນຄ້າຍຄືກັນຕໍ່ການລົງທຶນຂອງຜູ້ລົງທຶນຂອງພາຄີອີກຝ່າຍນຶ່ງ, ເວັ້ນເສັ້ນແຕ່ວ່າມາດຕະການເຫລົ່ານັ້ນປະຕິບັດ ເພື່ອສາທາລະນະປະໂຫຍດ ແລະ ໃນເງື່ອນໄຂ ທີ່ມາດຕະການດັ່ງກ່າວບໍ່ມີການຈຳແນກ, ສອດຄ່ອງກັບຂັ້ນຕອນຂອງກົດໝາຍ ແລະ ມີການທົດແທນທີ່ເປັນຈິງ ແລະ ສົມເຫດສົມຜົນ. ຈຳນວນເງິນຄ່າທົດແທນ, ລວມທັງດອກເບ້ຍ, ຈະຕ້ອງຖືກຊຳລະເປັນເງິນຕາຂອງປະເທດທີ່ເກີດການລົງທຶນ ແລະ ຈ່າຍໂດຍປາສະຈາກຄວາມຊັກຊ້າ ໃຫ້ແກ່ບຸກຄົນຜູ້ມີສິດຮັບໂດຍບໍ່ຄ່າມື້ໆເຖິງເລື່ອງທີ່ຜິກເຊົາ ຫລື ທີ່ຕັ້ງຂອງຜູ້ກ່ຽວ.
- (2) ຜູ້ລົງທຶນຂອງພາຄີຝ່າຍນຶ່ງ ຊຶ່ງການລົງທຶນຂອງຕົນໄດ້ຮັບການສູນເສັ້ນຍ້ອນສົງຄາມ ຫລື ຍ້ອນກໍລະນີໃຜຜາດດ້ວຍອາວຸດອື່ນໆ, ການປະຕິວັດ, ພາວະສຸກເສີນ ຫລື ການກະບົດ, ຊຶ່ງອຸບັດຮົ່ມໃນດິນແດນຂອງພາຄີອີກຝ່າຍນຶ່ງ, ຈະຕ້ອງໄດ້ຮັບການປະຕິບັດຈາກພາຄີຝ່າຍຝັ່ງນີ້ ໂດຍສອດຄ່ອງກັບມາດຕາ 5 ວັກ (2) ແລະ (4) ຂອງສັນຍານີ້ ໃນຮູບການໃຊ້ແທນຄືນ, ການທົດແທນ, ການຊົດໃຊ້ ຫລື ການແກ້ໄຂຢ່າງອື່ນທີ່ຄ້າຍຄືກັນນີ້.

**ມາດຕາ 9**

**ການລົງທຶນກ່ອນການເຮັດສັນຍາ**

ສັນຍານີ້ ຈະນຳໃຊ້ຕໍ່ການລົງທຶນຂອງຜູ້ລົງທຶນຢູ່ໃນດິນແດນຂອງພາຄີອີກຝ່າຍນຶ່ງ ຊຶ່ງການລົງທຶນແມ່ນສອດຄ່ອງກັບກົດໝາຍ ແລະ ອະບຽບການຂອງປະເທດນັ້ນ ກ່ອນຫນ້າການມີຜົນບັງຄັບໃຊ້ຂອງສັນຍານີ້.

**ມາດຕາ 7**  
**ເງື່ອນໄຂທີ່ເອື້ອອຳນວຍຫລາຍກ່ວາ**

ໂດຍບໍ່ຄຳນຶງເຖິງເງື່ອນໄຂ ທີ່ບັນຍັດໄວ້ໃນສັນຍານີ້, ເງື່ອນໄຂທີ່ເອື້ອອຳນວຍຫລາຍກ່ວາຊຶ່ງໄດ້ຖືກ ຫລື ອາດຈະຖືກຕົກລົງເທິງຕີ ໂດຍພາຄີຝ່າຍໃດໜຶ່ງກັບຜູ້ລົງທຶນ ຂອງພາຄີອີກຝ່າຍໜຶ່ງນັ້ນ ຍັງຈະຖືກນຳໃຊ້ໄດ້.

**ມາດຕາ 8**  
**ການສືບແທນຕົວ**

ໃນກໍລະນີທີ່ພາຄີຝ່າຍໜຶ່ງໄດ້ໃຫ້ການຄ້າປະກັນ ດ້ານການເງິນຕໍ່ຄວາມສ່ຽງ ທີ່ບໍ່ມີລັກສະນະ ການຄ້າແກ່ການລົງທຶນ ຂອງໜຶ່ງໃນບັນດາຜູ້ລົງທຶນ ຂອງປະເທດຕົນຢູ່ໃນດິນແດນ ຂອງພາຄີອີກຝ່າຍໜຶ່ງ, ພາຄີຝ່າຍຊຶ່ງນີ້ຈະຮັບຮູ້ສິດຂອງພາຄີຝ່າຍທຳອິດ ຕາມຫລັກການສືບແທນຕົວຕໍ່ສິດຂອງຜູ້ລົງທຶນ ໃນເມື່ອວ່າພາຄີຝ່າຍທຳອິດໄດ້ຊຳລະເງິນໃຫ້ຕາມການຄ້າປະກັນດັ່ງກ່າວນັ້ນແລ້ວ.

**ມາດຕາ 9**  
**ຂໍ້ຂັດແຍ້ງ ລະຫວ່າງພາຄີຝ່າຍໜຶ່ງ**  
**ແລະ ຜູ້ລົງທຶນຂອງພາຄີອີກຝ່າຍໜຶ່ງ.**

- (1) ເມື່ອຊອກຫາການແກ້ໄຂຂໍ້ຂັດແຍ້ງກ່ຽວກັບການລົງທຶນ ລະຫວ່າງພາຄີຝ່າຍໜຶ່ງ ແລະ ຜູ້ລົງທຶນຂອງພາຄີອີກຝ່າຍໜຶ່ງ ແລະ ໂດຍບໍ່ໃຫ້ກະທົບຕໍ່ ມາດຕາ 10 ຂອງສັນຍານີ້ ( ຂໍ້ຂັດແຍ້ງລະຫວ່າງພາຄີ ), ການປຶກສາຫາລື ຈະຖືກຈັດຂຶ້ນລະຫວ່າງຝ່າຍທີ່ກ່ຽວຂ້ອງ.
- (2) ຖ້າຫາກການປຶກສາຫາລື ບໍ່ນຳມາຊຶ່ງການແກ້ໄຂ ພາຍໃນ ຫົກ ເດືອນ ນັບແຕ່ວັນທີ່ມີຄຳສະເຫນີໃຫ້ມີການແກ້ໄຂ, ຜູ້ລົງທຶນສາມາດນຳສະເຫນີຂໍ້ຂັດແຍ້ງ ໄປຍັງສານອະນຸຍາໂຕຕຸລາການສະເລາະກິດຊຶ່ງຈະຖືກສ້າງຕັ້ງຂຶ້ນ ບົນພື້ນຖານລະບຽບການອະນຸຍາໂຕຕຸລາການ ຂອງຄະນະກຳມາທິການກິດໜາຍການຄ້າລະຫວ່າງປະເທດ ຂອງສະຫະປະຊາຊາດ ( CNUDCI ), ຖ້າວ່າຄູ່ຝ່າຍນີ້ອອງຂໍ້ຂັດແຍ້ງບໍ່ໄດ້ຕົກລົງກັນເປັນຢ່າງອື່ນພາຍໃນ ສາມ ເດືອນ.
- (3) ໃນເມື່ອພາຄີທັງສອງຝ່າຍໄດ້ເປັນພາຄີຂອງສັນທິສັນຍາ ເພື່ອການແກ້ໄຂຂໍ້ຂັດແຍ້ງດ້ານການລົງທຶນລະຫວ່າງລັດຕ່າງໆ ແລະ ຄົນສັນຊາດຂອງລັດອື່ນ, ຊຶ່ງໄດ້ຮັບການລົງນາມທຶນຂອບຫຼວງວ່າຊຶ່ງຕັ້ງ ໃນວັນທີ 18 ມີນາ 1969, ບົນພື້ນຖານຂໍ້ກຳນົດຂອງມາດຕານີ້ ແລະ ຕາມຄຳສະເຫນີ

ຂອງຜູ້ລົງທຶນຂໍ້ຂັດແຍ່ງຕ່າງໆ ສາມາດນຳສະເຫນີໄປຍັງສູນກາງລະຫວ່າງປະເທດເພື່ອການແກ້  
ໄຂຂໍ້ຂັດແຍ່ງດ້ານການລົງທຶນ (CARDI) ແທນຂັ້ນຕອນທີ່ລະບຸໄວ້ໃນອັກ (ຂ) ຂອງມາດຕານີ້.

(4) ພາຄິແຕ່ລະຝ່າຍເຫັນດີເຫັນພ້ອມ ທີ່ຈະນຳສະເຫນີຂໍ້ຂັດແຍ່ງທີ່ກ່ຽວຂ້ອງກັບການລົງທຶນນັ້ນໄປ  
ຍັງອະນຸຍາໂຕຕຸລາການລະຫວ່າງປະເທດ.

(5) ຕະຫຼອດໄລຍະການພິຈາລະນາແກ້ໄຂ ຫຼື ການປະຕິບັດຄຳພິພາກສາ, ພາຄິທີ່ມີສ່ວນພົວພັນໃນຂໍ້  
ຂັດແຍ່ງນັ້ນ ບໍ່ສາມາດກ່າວອ້າງຄວາມເປັນຈິງທີ່ວ່າຜູ້ລົງທຶນໄດ້ຮັບຄຳທົດແທນສຳລັບທັງໝົດ  
ຫຼື ສ່ວນນຶ່ງຂອງຄວາມເສື່ອຫາຍທີ່ໄດ້ຮັບນັ້ນແລ້ວບົນຜິດຖານສັນຍາປະກັນໄພໃດໜຶ່ງ.

(6) ບໍລິສັດໃດໜຶ່ງຊຶ່ງຖືກປະກອບສ້າງເປັນຮູບບໍລິສັດ ຫຼື ສ້າງຕັ້ງຂຶ້ນ ໂດຍສອດຄ່ອງກັບກົດຫມາຍທີ່  
ມີສັນຍັງຄັບໃຊ້ ຢູ່ໃນຕົ້ນແດນຂອງພາຄິຝ່າຍໜຶ່ງ ແລະ ຊຶ່ງກ່ອນການເກີດມີຂໍ້ຂັດແຍ່ງນັ້ນ ໄດ້ຢູ່  
ພາຍໃຕ້ການກວດກາຂອງຄົນສັນຊາດ ຫລືບໍລິສັດຂອງພາຄິອີກຝ່າຍໜຶ່ງ ແມ່ນຈະຖືກພິຈາລະນາ  
ວ່າເປັນບໍລິສັດ ຂອງພາຄິອີກຝ່າຍໜຶ່ງ ໂດຍອີງຕາມ ມາດຕາ ຂບ ອັກ (2) (ຂ) ຂອງສັນທິສັນຍາ  
ຍາວຊື່ງຕົ້ນ.

(7) ພາຄິຝ່າຍໃດກໍຕາມ ຈະບໍ່ດຳເນີນການແກ້ໄຂຂໍ້ຂັດແຍ່ງ ຊຶ່ງໄດ້ສະເຫນີໄປຍັງອະນຸຍາໂຕຕຸລາ  
ການແລ້ວນັ້ນໂດຍຜ່ານສາຍການທູດ ເຖິງແກ້ໄຂວ່າພາຄິອີກຝ່າຍໜຶ່ງບໍ່ປະຕິບັດຕາມຄຳຕິດສິນ  
ຂອງອະນຸຍາໂຕຕຸລາການ.

**ມາດຕາ 10**

**ຂໍ້ຂັດແຍ່ງລະຫວ່າງພາຄິສອງຝ່າຍ.**

(1) ຂໍ້ຂັດແຍ່ງລະຫວ່າງພາຄິສອງຝ່າຍ ກ່ຽວກັບການຕີຄວາມຫມາຍ ຫລື ການປະຕິບັດຂໍ້ກຳນົດ  
ຂອງສັນຍານີ້ ຈະຖືກແກ້ໄຂໂດຍຜ່ານສາຍການທູດ.

(2) ຖ້າພາຄິສອງຝ່າຍບໍ່ສາມາດຕົກລົງແກ້ໄຂນຳກັນໄດ້ ພາຍໃນ ຫົກ ເດືອນ ນັບແຕ່ຂໍ້ຂັດແຍ່ງໄດ້  
ເກີດຂຶ້ນ, ອີງຕາມຄຳຮ້ອງຂໍຂອງພາຄິຝ່າຍໃດໜຶ່ງ, ຂໍ້ຂັດແຍ່ງດັ່ງກ່າວຈະຖືກນຳສະເຫນີຕໍ່ສານ  
ອະນຸຍາໂຕຕຸລາການໃດໜຶ່ງ ຊຶ່ງປະກອບດ້ວຍຜູ້ຕິດສິນສາມຄົນ. ພາຄິແຕ່ລະຝ່າຍຈະຕ້ອງແຕ່ງ  
ຕັ້ງຜູ້ຕິດສິນໜຶ່ງຄົນ. ຜູ້ຕິດສິນທັງສອງທີ່ຖືກແຕ່ງຕັ້ງນັ້ນຈະແຕ່ງຕັ້ງປະທານຜູ້ໜຶ່ງ ຊຶ່ງຈະຕ້ອງແມ່ນ  
ຄົນສັນຊາດຂອງລັດທີ່ສາມ.

- (3) ຖ້າຫາກວ່າຜູ້ຕັດສິນໄດ້ແຕ່ງຕັ້ງຜູ້ຕັດສິນຂອງຕົນ ແລະ ບໍ່ໄດ້ປະຕິບັດຕາມການເຊື່ອເຊີນຂອງພາຄີອີກຝ່າຍນຶ່ງເມື່ອທຳການແຕ່ງຕັ້ງພາຍໃນສອງເດືອນ, ອີງຕາມຄຳສະເໜີຂອງພາຄີອີກຝ່າຍນຶ່ງນັ້ນ ຜູ້ຕັດສິນດັ່ງກ່າວຈະຖືກແຕ່ງຕັ້ງໂດຍປະທານສານຍຸຕິທຳລະຫວ່າງປະເທດ.
- (4) ຖ້າຫາກວ່າຜູ້ຕັດສິນທັງສອງ ບໍ່ສາມາດຕົກລົງກັນໄດ້ ກ່ຽວກັບການເລືອກປະທານ ພາຍໃນ ສອງເດືອນ ພາຍຫລັງທີ່ໄດ້ມີການແຕ່ງຕັ້ງແລ້ວ, ໂດຍອີງຕາມຄຳຮ້ອງຂໍຂອງພາຄີຝ່າຍໃດຝ່າຍນຶ່ງ, ປະທານສານດັ່ງກ່າວຈະຖືກແຕ່ງຕັ້ງ ໂດຍປະທານສານຍຸຕິທຳລະຫວ່າງປະເທດ.
- (5) ໃນກໍລະນີທີ່ບົງໂວ້ໃນວັກ (3) ແລະ ວັກ (4) ຂອງ ມາດຕານີ້, ຖ້າຫາກວ່າປະທານ ສານຍຸຕິທຳລະຫວ່າງປະເທດບໍ່ສາມາດປະຕິບັດໜ້າທີ່ ທີ່ກ່າວມານີ້ ຫລື ຖ້າຫາກວ່າປະທານ ສານຍຸຕິທຳລະຫວ່າງປະເທດແມ່ນຄົນສັນຊາດຂອງພາຄີຝ່າຍໃດຝ່າຍນຶ່ງ, ການແຕ່ງຕັ້ງຈະຖືກປະຕິບັດ ໂດຍຮອງປະທານ ແລະ ຖ້າຫາກວ່າຮອງປະທານນັ້ນບໍ່ສາມາດປະຕິບັດໜ້າທີ່ ຫລື ຖ້າຜູ້ກ່ຽວຫາກແມ່ນຄົນສັນຊາດຂອງພາຄີຝ່າຍໃດຝ່າຍນຶ່ງ, ການແຕ່ງຕັ້ງຈະຕ້ອງຖືກປະຕິບັດ ໂດຍຜູ້ມີພາກສ່ວນທີ່ອາວຸໂສ ກວ່າຫມູ່ຂອງສານຍຸຕິທຳລະຫວ່າງປະເທດ ຊຶ່ງບໍ່ແມ່ນຄົນສັນຊາດຂອງພາຄີຝ່າຍໃດ.
- (6) ຖ້າຫາກພາຄີທັງສອງຝ່າຍບໍ່ມີໄຊ້ຕົກລົງເປັນຢ່າງອື່ນ, ສານອະນຸຍາໂຕຕຸລາການ ຈະກຳນົດຂຶ້ນຕອນການດຳເນີນງານຂອງຕົນ.
- (7) ຄຳຕັດສິນຂອງສານອະນຸຍາໂຕຕຸລາການຈະຕ້ອງເປັນຂັ້ນສຸດທ້າຍ ແລະ ມີຜົນບັງຄັບຕໍ່ພາຄີທັງສອງຝ່າຍ.

**ມາດຕານ 11**  
**ການເຄົາລົບຄຳຫມັ້ນສັນຍາ**

ພາຄີແຕ່ລະຝ່າຍ ຈະຮັບປະກັນການເຄົາລົບຄຳຫມັ້ນສັນຍາຕ່າງໆ ທີ່ຕົນຮັບຜິດຊອບອັນກ່ຽວຂ້ອງກັບການລົງທຶນຂອງຜູ້ລົງທຶນ ຂອງພາຄີອີກຝ່າຍນຶ່ງທຸກໆເວລາ .

**ມາດຕານ 12**  
**ຂໍ້ບັນຍັດສຸດທ້າຍ**

(1) ສັນຍານີ້ ຈະເລີ່ມມີຜົນບັງຄັບໃຊ້ໃນວັນທີ່ລັດຖະບານທັງສອງຝ່າຍ ໄດ້ແຈ້ງໃຫ້ກັນຊາບວ່າໄດ້ສຳເລັດຂັ້ນຕອນທາງດ້ານກົດໝາຍ ສຳລັບການລົງນາມ ແລະ ການມີຜົນບັງຄັບໃຊ້ຂອງສັນຍາລະຫວ່າງປະເທດ; ສັນຍາຈະສິບຕໍ່ມີຜົນບັງຄັບໃຊ້ໃນກຳນົດເວລາ 10 ປີ. ຖ້າສັນຍາບໍ່ມີການແຈ້ງ

ຍົກເລີກຢ່າງເປັນລາຍລັກອັກສອນລ່ວງໜ້າ 8 ເດືອນ ກ່ອນໜ້າການໝົດກຳນົດ, ຈະຖືວ່າສິນຍາໄດ້ ສິບຕໍ່ມີສິນບັງຄັບໃຊ້ໃນອິກໃນກຳນົດເວລາ 2 ປີ, ແລະ ຕໍ່ໄປ, ຕາມເນື້ອໃນ ແລະ ເງື່ອນໄຂເດີມ.

(2) ໃນກໍລະນີມີການຍົກເລີກສິນຍານີ້, ຂໍ້ກຳນົດທີ່ກ່າວໄວ້ໃນ ມາດຕາ 1 ເຖິງ 11 ຈະສິບຕໍ່ມີສິນບັງຄັບໃຊ້ຕໍ່ໄປອິກໃນກຳນົດເວລາ 10 ປີ ສຳລັບການລົງທຶນທີ່ມີຂັ້ນກ່ອນໜ້າການແຈ້ງກ່ຽວກັບການຍົກເລີກ.

ເຈັດທີ່ ນະຄອນຫລວງວຽງຈັນ, ວັນທີ 4 ເດືອນ ທັນວາ ປີ 1998

ເປັນ 4 ສະບັບດັ່ງ, ເປັນພາສາ ລາວສອງສະບັບ ແລະ ເປັນພາສາ ຝລັ່ງສອງສະບັບ, ທຸກສະບັບມີຄຸນ ຄ່າເທົ່າທຽມກັນ.

ຕາງໜ້າລັດຖະບານ  
ສາທາລະນະລັດ ປະຊາທິປະໄຕ ປະຊາຊົນລາວ

ຕາງໜ້າລັດຖະບານ  
ສະຫະປັນ ສະຫວິດ



[TRANSLATION — TRADUCTION]

AGREEMENT BETWEEN THE LAO PEOPLE'S DEMOCRATIC REPUBLIC  
AND THE SWISS CONFEDERATION ON THE PROMOTION AND RE-  
CIPROCAL PROTECTION OF INVESTMENTS

*Preamble*

The Government of the Lao People's Democratic Republic and the Swiss Federal Council,

Desiring to intensify economic cooperation to the mutual benefit of both States,

Intending to create and maintain favourable conditions for investments by investors of one Contracting Party in the territory of the other Contracting Party,

Recognizing the need to promote and protect foreign investments with the aim of fostering the economic prosperity of both States,

Have agreed as follows:

*Article 1. Definitions*

For the purpose of this Agreement:

(1) The term "investor" refers with regard to either Contracting Party to:

(a) Natural persons who, according to the law of that Contracting Party, are considered to be its nationals;

(b) Legal entities, including companies, corporations, business associations and other organizations, which are constituted or otherwise duly organized under the law of that Contracting Party and have their seat, together with real economic activities, in the territory of that same Contracting Party;

(c) Legal entities established under the law of any country which are, directly or indirectly, controlled by nationals of that Contracting Party or by legal entities having their seat, together with real economic activities, in the territory of that Contracting Party.

(2) The term "investments" shall include every kind of assets and particularly:

(a) Movable and immovable property as well as any other rights in rem, such as easement, encumbrance, and pledge of immovables and movables;

(b) Shares, parts or any other kinds of participation in companies;

(c) Claims to money or to any performance having an economic value;

(d) Copyrights, industrial property rights (such as patents, utility models, industrial designs or models, trade or service marks, trade names and indications of origin), know-how and goodwill;

(e) Concessions under public law, including concessions to search for, extract or exploit natural resources as well as all other rights given by law, by contract or by decision of the authority in accordance with the law.

*Article 2. Promotion, admission*

(1) Each Contracting Party shall in its territory promote as far as possible investments by investors of the other Contracting Party and admit such investments in accordance with its laws and regulations.

(2) When a Contracting Party shall have admitted an investment in its territory, it shall grant the necessary permits in connection with such an investment and with the carrying out of licensing agreements and contracts for technical, commercial or administrative assistance. Each Contracting Party shall, whenever needed, endeavour to issue the necessary authorizations concerning the activities of consultants and other qualified persons of foreign nationality.

*Article 3. Protection, treatment*

(1) Each Contracting Party shall protect within its territory investments made in accordance with its laws and regulations by investors of the other Contracting Party and shall ensure fair and equitable treatment of such investments.

(2) Neither Contracting Party may grant to investments made within its territory by investors of the other Contracting Party treatment less favourable than that granted by it to investments made by investors of any third State. Joint enterprises in which investors of both Contracting Parties participate shall enjoy conditions no less favourable than joint enterprises in which investors of any third State participate.

(3) If either Contracting Party grants particular advantages to investors of a third State in accordance with an agreement establishing a free trade area, customs union or common market, or a double taxation agreement, it shall not be obliged to grant such advantages to the investors of the other Contracting Party.

(4) Neither party shall adopt discriminatory measures against the investments of investors of the other Contracting Party as well as joint enterprises in which investors of both Contracting Parties participate. Such measures include in particular unjustified restrictions or impediments concerning access to means of production or the purchase, transport, marketing and sale of goods and services.

*Article 4. Free transfer*

Each Contracting Party in whose territory investments have been made by investors of the other Contracting Party shall grant those investors the free transfer of the payments relating to these investments, particularly:

- (a) Of interests, dividends, benefits and other current returns;
- (b) Of repayments of loans;
- (c) Of amounts assigned to cover expenses relating to the management of the investment;
- (d) Of royalties and other payments deriving from rights enumerated in article 1, paragraph (2) (c), (d) and (e), of this Agreement;

(e) Of additional contributions of capital necessary for the maintenance or development of the investment;

(f) Of the proceeds of the sale or of the partial or total liquidation of the investment, including possible increment values.

*Article 5. Dispossession, compensation*

(1) Neither of the Contracting Parties shall take, either directly or indirectly, measures of expropriation, nationalization or any other measures having the same nature or the same effect against investments of investors of the other Contracting Party, unless the measures are taken in the public interest, on a non-discriminatory basis, and under due process of law, and provided that provisions be made for effective and adequate compensation. The amount of compensation, interest included, shall be settled in the currency of the country of origin of the investment and paid without delay to the person entitled thereto without regard to its residence or domicile.

(2) The investors of one Contracting Party whose investments have suffered losses due to war or any other armed conflict, revolution, state of emergency or rebellion which took place in the territory of the other Contracting Party shall benefit, on the part of the latter, from a treatment in accordance with article 3, paragraphs (2) and (4), of this Agreement as regards restitution, indemnification, compensation or other valid consideration.

*Article 6. Pre-agreement investments*

This Agreement shall also apply to investments in the territory of a Contracting Party made in accordance with its laws and regulations by investors of the other Contracting Party prior to the entry into force of this Agreement.

*Article 7. More favourable provisions*

Notwithstanding the terms set forth in this Agreement, more favourable provisions which have been or may be agreed upon by either of the Contracting Parties with an investor of the other Contracting Party are applicable.

*Article 8. Subrogation*

Where one Contracting Party has granted any financial guarantee against non-commercial risks with respect to an investment by one of its investors in the territory of the other Contracting Party, the latter shall recognize the rights of the first Contracting Party according to the principle of subrogation to the rights of the investor when payment has been made under this guarantee by the first Contracting Party.

*Article 9. Disputes between a Contracting Party and an investor  
of the other Contracting Party*

(1) For the purpose of solving disputes with respect to investments between a Contracting Party and an investor of the other Contracting Party and without prejudice to article 10 of this Agreement (Disputes between Contracting Parties), consultations shall take place between the parties concerned.

(2) If these consultations do not result in a solution within six months of the request to begin them, the investor may submit the dispute to an ad hoc arbitral tribunal which shall, unless the parties to the dispute specify otherwise within three months, be established according to the Arbitration Rules of the United Nations Commission on International Trade Law (UNCITRAL).

(3) In the event of both Contracting Parties having become parties to the Convention on the Settlement of Investment Disputes between States and Nationals of Other States, opened for signature at Washington, D.C., on 18 March 1965, disputes under this article may, upon request of the investor, as an alternative to the procedure mentioned in paragraph (2) of this article, be submitted to the International Centre for Settlement of Investment Disputes (ICSID).

(4) Each Contracting Party agrees to submit an investment dispute to international arbitration.

(5) A Contracting Party which is a party to the dispute may not at any time during the settlement proceedings or sentencing invoke the fact that the investor has received compensation under an insurance contract covering the whole or part of the damage suffered.

(6) Any company which has been incorporated or constituted in accordance with the laws in force in the territory of the Contracting Party and which, before the beginning of the dispute, was controlled by nationals or companies of the other Contracting Party, shall be considered, within the meaning of the Washington Convention and in accordance with article 25, paragraph 2 (b), thereof, as a company of the other Contracting Party.

(7) Neither Contracting Party shall pursue through the diplomatic channel a dispute submitted to arbitration unless the other Contracting Party does not comply with the award rendered by an arbitral tribunal.

*Article 10. Disputes between Contracting Parties*

(1) Disputes between Contracting Parties regarding the interpretation or application of the provisions of this Agreement shall be settled through the diplomatic channel.

(2) If the two Parties cannot reach an agreement within six months after the beginning of the dispute, the latter shall, upon request of either Contracting Party, be submitted to an arbitral tribunal composed of three members. Each Contracting Party shall appoint one arbitrator. The two arbitrators so appointed shall nominate a chairman who shall be a national of a third State.

(3) If one of the Contracting Parties has not appointed its arbitrator and has not acted on the invitation of the other Contracting Party to make that appointment within two

months, the arbitrator shall be appointed, upon the request of the latter Contracting Party, by the President of the International Court of Justice.

(4) If the two arbitrators cannot reach an agreement about the choice of the chairman within two months after their appointment, the latter shall be appointed upon the request of either Contracting Party by the President of the International Court of Justice.

(5) If, in the cases specified under paragraphs (3) and (4) of this article, the President of the International Court of Justice is prevented from discharging his mandate or if he is a national of either Contracting Party, the appointments shall be made by the Vice-President, and if the latter is prevented or if he is a national of either Contracting Party, the appointments shall be made by the most senior Judge of the Court who is not a national of either Contracting Party.

(6) Subject to other provisions made by the Contracting Parties, the tribunal shall determine its procedure.

(7) The decisions of the tribunal are final and binding for each Contracting Party.

*Article 11. Observance of commitments*

Either Contracting Party shall constantly guarantee the observance of the commitments which it has made with respect to the investments of the investors of the other Contracting Party.

*Article 12. Final provisions*

(1) This Agreement shall enter into force on the day when both Governments have notified each other that they have complied with the legal requirements for the conclusion and entry into force of international agreements, and shall remain binding for a period of ten years. Unless written notice of termination is given six months before the expiration of this period, the Agreement shall be considered as renewed on the same terms for successive periods of two years.

(2) In case of termination, the provisions of articles 1 to 11 of this Agreement shall continue to be effective for a further period of ten years for investments made before the termination.

Done at Vientiane on 4 December 1996 in four original copies, two in Lao and two in French, each text being equally authentic.

For the Government of the Lao People's Democratic Republic:

[ILLEGIBLE]

For the Swiss Federal Council:

[ILLEGIBLE]

